

Alors que le PLFSS2017 a été voté en première lecture dans un silence médiatique tonitruant, le mouvement syndical et social se mobilise pour une grande journée d'action unitaire le 8 novembre prochain, journée toute aussi ignorée par les grands médias

La loi de financement de la sécurité sociale 2017 s'inscrit dans le plan triennal d'économies ...qui finance les quelques 41 milliards du « pacte de responsabilité ». C'est ainsi que nous avons pu entendre la ministre M. Touraine se faire la chantre du « bilan positif » de Hollande/Valls en s'exclamant sur la fin « du trou de la sécurité sociale » à l'horizon 2017 avec un déficit prévisionnel de 400 millions d'euros au lieu de 17,4milliards en 2011.

Mais cela s'est fait au prix de moins de sécu, quand il en faudrait plus, en réduisant les dépenses alors qu'il faudrait augmenter les recettes et que c'est possible. **L'argent est là** : dans les poches des actionnaires... ou plutôt leurs paradis fiscaux ; dans les banques, au plus haut niveau de l'appareil d'Etat !

En réalité, c'est la manifestation de l'application sans faille et sans état d'âme de l'axiome ultra-libéral : toujours moins pour les besoins humains, toujours plus pour la finance !

Au delà des chiffres et de quelques manipulations internes aux comptes sociaux, la décélération du déficit de la sécurité sociale cache une formidable atteinte aux droits sociaux, au cours de ce quinquennat, dont nous pouvions attendre un autre résultat !

Si nous relevons le coup de pouce de la baisse de la CSG pour quelques milliers de retraités, que dire de l'allongement de délai pour partir à la retraite, de la cotisation « de solidarité » que seuls les retraités paient, du blocage de l'indexation sur le coût de la vie...

Au nom de l'équité, ce gouvernement a massacré le principe d'universalité des allocations familiales et les cotisations patronales auront disparues de leur financement...

Après la mascarade de la « stratégie nationale de santé », la loi dite de « modernisation de notre système de santé » consacre les groupements hospitaliers de territoire » (GHT), actant une **destruction sans précédent de l'offre de soins hospitaliers dans notre pays** : le PLFSS 2017 prévoit une énième pression financière sur les budgets hospitaliers avec une nouvelle

ponction de l'ordre de 1,5 milliard au titre de « l'efficacité de la dépense hospitalière », du « virage ambulatoire » et de la « réduction des inadéquations hospitalières » !! Que de souffrances du côté des personnels, et de dégradation des conditions d'accès et de prises en charge de la population non comptabilisés dans les propos cyniques de la ministre de la Santé !

Enfin la politique de « redressement » des comptes de la sécurité sociale a été rythmée chaque année à coup de contrats d'objectifs et de moyens pour les caisses : des milliers de suppressions d'emplois, fermetures des centres d'accueil et de paiement, remise en cause des missions au service de la population et à terme un processus achevé d'étatisation de la sécurité sociale !

Ainsi le PLFSS 2017 prévoit 4,1 milliards d'économies sur les besoins de santé dans la vie et le travail, de retraite et de politique familiale !

Non ! La remise en cause des droits sociaux et le démantèlement de la sécurité sociale ne relèvent pas de la gauche Madame Touraine ! Non ! La pression sur les dépenses de santé et de protection sociale ne seront jamais les indicateurs d'une politique de gauche : en attestent tous les candidats de la « primaire de droite » qui font dans la surenchère, le sourire aux lèvres !

Seule la volonté politique de respect des principes de solidarité, d'universalité, d'égalité peut répondre aux formidables défis de notre temps, tels que le vieillissement de population et le développement des maladies chroniques, la lutte pour un développement durable social et environnemental, la mise à disposition de toutes et tous des progrès médicaux et technologiques. Ils exigent une mobilisation sans précédent de moyens financiers pour l'Humain, enfin !

Dans l'immédiat les communistes n'auront de cesse de faire valoir leurs propositions immédiates : arrêter les exonérations des cotisations patronales et la fiscalisation de celles-ci ; une cotisation complémentaire exceptionnelle sur les profits financiers ; mettre en place la modulation des cotisations patronales selon les objectifs d'emplois et de salaires...

Se fixer l'objectif d'atteindre rapidement le 100% SECU mettra fin à l'éloignement de soins de millions de personnes.

Le 8 novembre, les militants et les élu-e-s communistes seront aux côtés des salarié-e-s de la santé et du médico-social pour créer les conditions d'une vraie alternative sociale et politique.